Plan Climat Air-Energie Territorial des Bastides de Lomagne

Ardizas - Avensac - Avezan - Bajonnette - Bivès - Castéron - Catonvielle - Cologne - Encausse - Estramiac - Gaudonville - Homps - Labrihe - L'Isle-Bouzon - Magnas - Maravat - Mansempuy - Mauroux - Mauvezin - Monbrun - Monfort - Pessoulens - Roquelaure Saint- Aubin - Saint-Antonin - Saint-Brès - Saint-Clar - Saint-Créac - Saint-Cricq - Sainte-Anne -Sainte-Gemme - Saint-Georges - Saint-Germier - Saint-Léonard - Saint-Orens - Sarrant - Sérempuy - Sirac - Solomiac - Thoux - Touget - Tournecoupe

Mardi 5 mars 2019, Siège de la Communauté de Communes des Bastides de Lomagne

Le territoire des Bastides de Lomagne

- Crée le 1er janvier 2013
- 41 communes
- 11 468 habitants
- 424 km²
- Labélisé TEPCV en 2015 (> 600 000€ d'investissement)

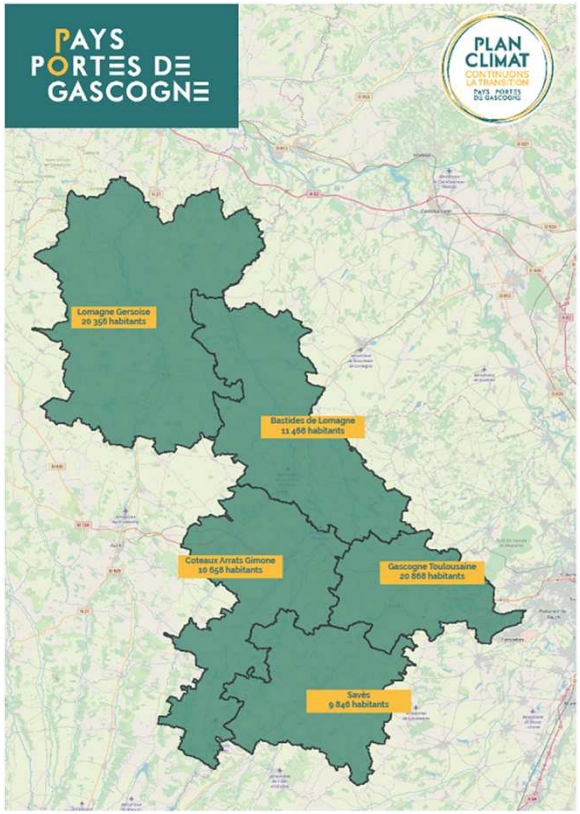
Le changement climatique

C'ES

Plan Climat : Késako?

- un outil réglementaire permettant aux collectivités (> 20 000 habitants) de mettre en place une politique d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Pour les Bastides de Lomagne, le Plan Climat est **volontaire** et **solidaire** avec les autres EPCI du Pays Portes de Gascogne



Pourquoi faire un plan climat ?

- Au-delà de l'aspect réglementaire……

Les enjeux sont globaux

- Une question énergétique… qui est une question économique et sociale autant qu'environnementale,
- Le changement climatique : des enjeux environnementaux, économiques et humains

Mais avec de nombreux enjeux locaux

- Des conséquences locales au changement climatique et à la variabilité du prix de l'énergie
- Des leviers d'actions pour participer dans la continuité de la COP 21…
- … et surtout pour garantir une pérennité du bien vivre sur le territoire

Un enjeu national, …

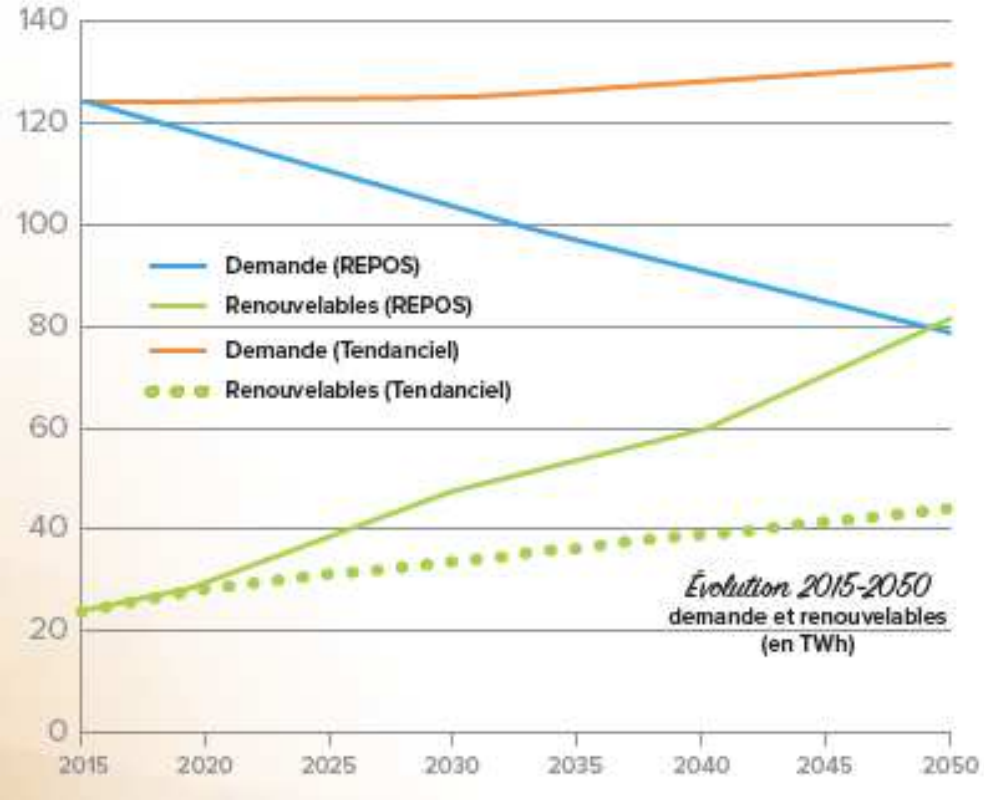
- 2004 – Loi Pope : Facteur 4 = réduire par 4 les émissions de gaz à effet de serre pour 2050

- 2015 – Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV), des objectifs intermédiaires pour 2030

-40 %	-20 %	32 %
de nos émissions de gaz à effet de serre	**de notre consommation d'énergie**	**de production d'énergie renouvelable**
par rapport à 1990	*par rapport à 2012*	*dans notre consommation énergétique finale*

…régional, …

1ère Région à énergie positive en 2050



Scénario REPOS

production EnR x 3

-40 % de consommation énergétique (-50% par habitants)

…local……et donc une opportunité !

- Engager le territoire durablement dans la transition écologique et énergétique
- Réduire la facture énergétique de la collectivité et du territoire (plus de pouvoir d'achat pour les ménages, moins de charge pour les entreprises)
- Développer les emplois (rénovation des bâtiments, énergies renouvelables, transports)
- Améliorer la qualité de vie des habitants (nature préservée, qualité de l'air, télétravail, etc…)

Le coût de l'inaction est évalué entre 5% et 20% du PIB mondial soit 5500 milliards €
*Le coût des actions de prévention à 1% du PIB mondial**

**Rapport Stern, Ancien chef économiste et vice-président de la banque mondiale. Source ADEME*

Des questions de fond pour le territoire

Quelles sont les filières économiques vulnérables ?

Quels enjeux d'aménagement du territoire ?

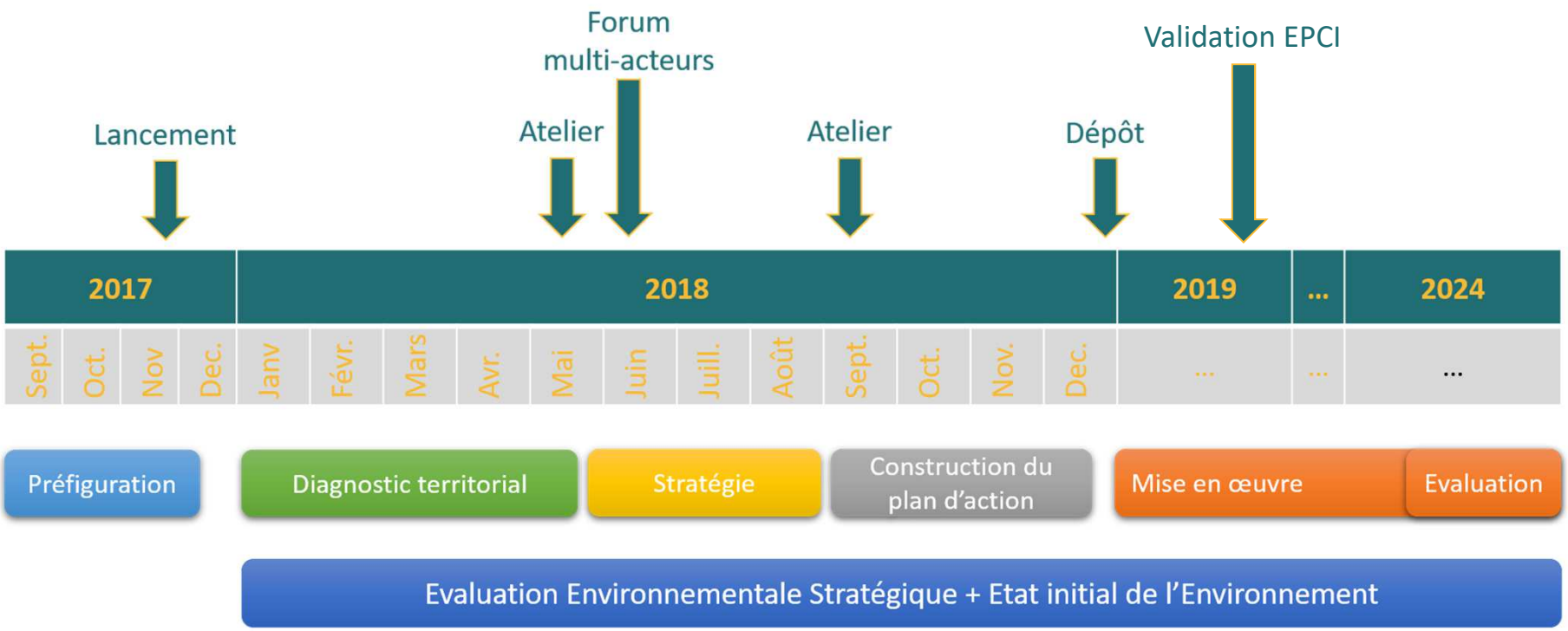
Quel accueil de population ? Quels besoins ?

Quelle facture énergétique ?

Quels modes de déplacements ?

Quelle évolution des modes de vie à anticiper ?

Plan Climat : Comment est-il élaboré ?

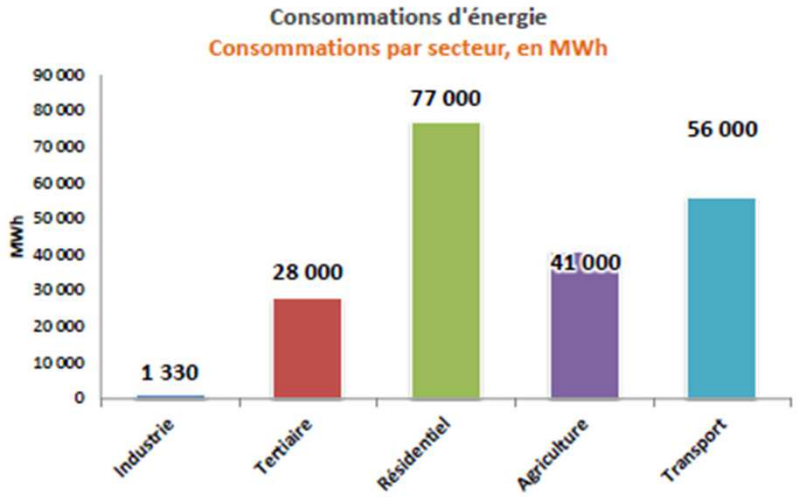


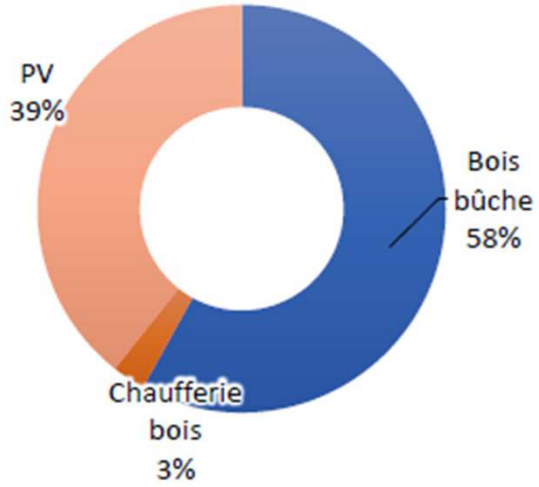
Plan Climat : Diagnostic territorial

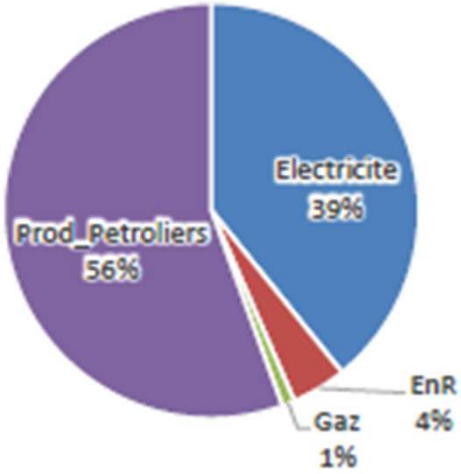
- 7 diagnostics réglementaires
  - Emission de Gaz à Effet de Serre
  - Consommation d'énergie
  - Production d'énergie renouvelable
  - Réseaux de distribution (électricité, gaz)
  - Séquestration de CO_2
  - Qualité de l'air
  - Vulnérabilité aux changements climatique

→ **Profil Climat Air-Energie du territoire**

Diagnostic : énergie (consommée et produite)

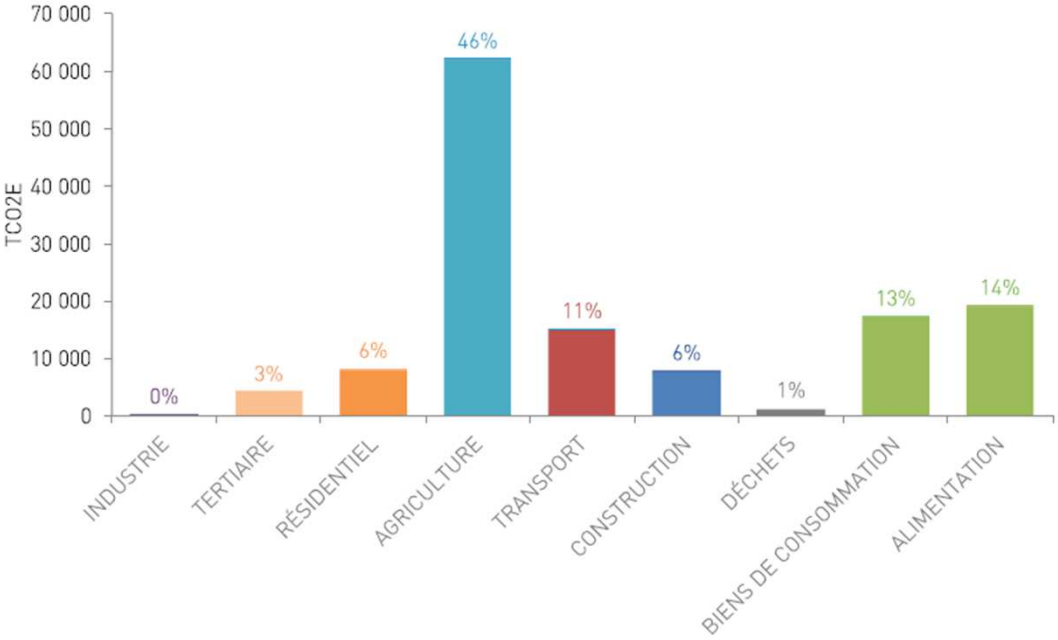






- En 2015, **20M €** quitte le territoire
- Augmentation > à 50 % envisageable d'ici 2030
- Quelle acceptabilité sociale ?

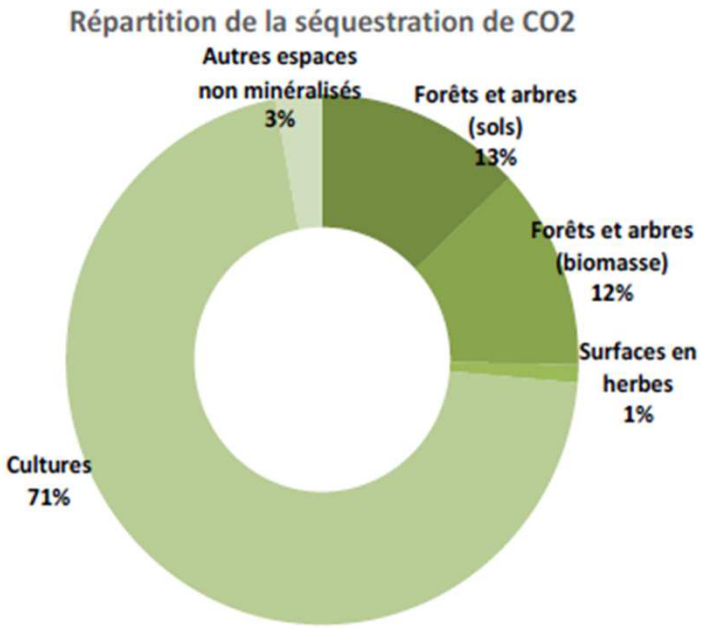
Diagnostic : Gaz à Effet de Serre (GES)



- Principaux émetteurs :
  - Agriculture
  - Transport
  - Résidentiel

- Comment réduire les GES ?
  - Agriculture : Optimiser les apports azotés sur les parcelles
  - Transport : Favoriser la mobilité alternative (TAD / covoiturage, VAE…)
  - Résidentiel : écogestes, réseaux de chaleur

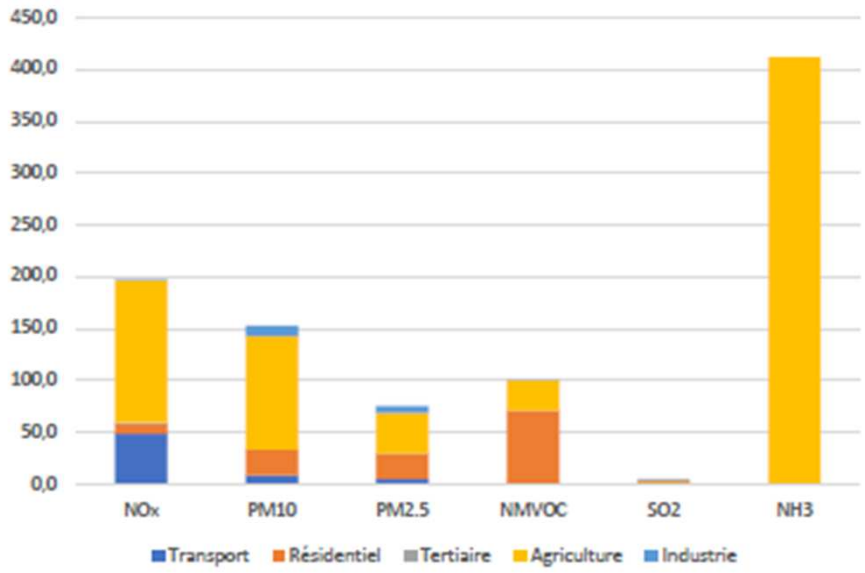
Diagnostic : Séquestration du CO_2



- 71% du CO_2 stocké dans les cultures
- 46 Mt CO_2 stockés = 56 ans d'émissions du territoire (PPG32)

- Comment maintenir et/ou renforcer ce stockage ?
  - Réduire la consommation d'espaces liée à l'urbanisation
  - Réduire le travail → augmente la teneur en matière organique
  - Développer la construction bas carbone

Diagnostic : Qualité de l'air



- Principaux enjeux :
  - Agriculture
  - Résidentiel / Transport

- Comment améliorer la qualité de l'air ?
  - Avoir une stratégie de sobriété :
    - Diminuer le trafic routier : covoiturage, vélo ou bus
    - Diminuer les consommations d 'énergie : meilleur isolation
  - Substituer les solutions polluantes:
    - Remplacer les cheminées par des foyers fermés
    - Installer des appareils moins émetteurs
    - Remplacer les véhicules thermiques par des motorisations alternatives

Diagnostic vulnérabilité aux changement climatique

Thématiques	Vulnérabilité
Eau	Forte Une ressources d'ores et déjà sous pression
Biodiversité	**Moyenne** Pas de zone nature 200 et peu de ZNIEFF, donc peu de protection
Population (chaleur et maladie)	**Moyenne** Une population un peu veillissante mais pas encore trop fragile
Risques (inondation, retrait gonflement d'argile, incendie)	**Forte** En particulier le RGA et les innodations
Activité économique (agriculture et agroalimentaire)	**Forte** Un territoire essentiellement agricole

Profil Climat – Air Energie

Consommation d'énergie
2 postes pour 70 % des consommations :

- **Résidentiel**
- **Transport**

Une facture annuelle de 20 M€ et un risque d'augmentation > 50 % d'ici 2030

ENR, 18 % des consommations, 60% bois, le reste surtout du photovoltaïque

Emission de GES : agriculture, transport et consommation

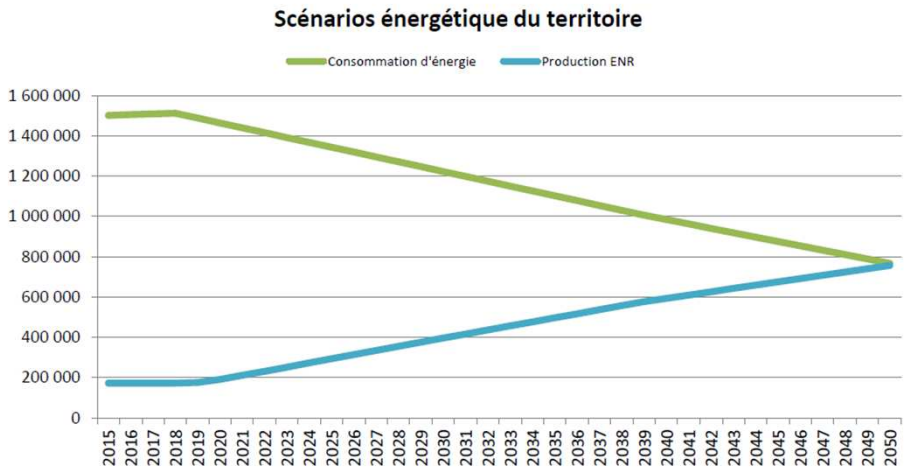
Le rôle de stockage des espaces agricoles et naturels (l'équivalent de 56 ans d'émission)

Adaptation : enjeux sur la raréfaction de la ressource en eau et le RGA

Stratégie : vers un territoire TEPOS

- Objectif : Devenir un Territoire à Energie Positive à l'horizon 2050

N° réglementaire	Catégorie d'impact environnemental	Objectif LETCV 2030	Objectif CCBL 2030	Objectif CCBL 2050
1	Émission de GES	**-28 %** *vs.* 2014	**-34%** *vs.* 2015	**-77 %** *vs.* 2015
3	Maitrise de la consommation d'énergie finale	**-20%** *vs.* 2012	**-19%** *vs.* 2015	**-47%** *vs.*2015
4	Production et consommation des énergies renouvelables	**x2**	**x3**	**x9**



Evolution des consommations et production d'énergie du territoire selon le scénario retenu

- Diviser par 2 notre consommation d'énergie
- Multiplier par 3 la production d'EnR

Une stratégie commune mais différencié

4 axes

- 4 champs d'actions pour répondre aux finalités d'un PCAET

14 objectifs stratégiques

- Des objectifs visés par la politique

± 50 objectifs opérationnels

- Ce qu'il faut mettre en œuvre maintenant

Axe 1 – Aménager un territoire intégrant les enjeux Climat Air Energie

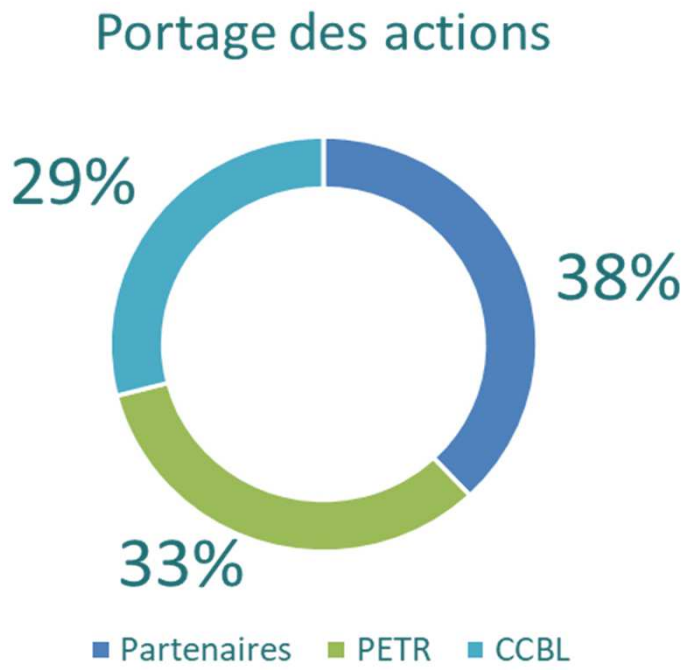
Axe 2 – Mobiliser les habitants vers un territoire à énergie positive

Axe 3 – Engager les collectivités sur des politiques exemplaires

Axe 4 – Accompagner les démarches vertueuses des acteurs économiques

86 actions pour 2019 - 2024

Axe 1 – Aménager un territoire intégrant les enjeux Climat Air Energie	22 actions
Axe 2 – Mobiliser les habitants vers un territoire à énergie positive	17 actions
Axe 3 – Engager les collectivités sur des politiques exemplaires	23 actions
Axe 4 – Accompagner les démarches vertueuses des acteurs économiques	24 actions



Un plan d'action ambitieux pour les Bastides de Lomagne
86 actions pour la période 2019 - 2024

Quelques actions….

- Développer les transports à la demande
- Installer des parcs à vélo (commerces, administrations, places publiques,…)
- Accompagner les entreprises du territoire à promouvoir le photovoltaïque
- Ecolabelliser les centres de loisirs, les crèches, les écoles et tout bâtiment public
- S’inscrire dans une démarche slowtourisme a travers des labels stations verte ou cittaslow et développer l’itinérance douce
- Projet alimentaire territorial : produits locaux et bio dans les cantines
- Accompagner les porteurs de projet à l'Introduction des potagers au cœur des villages

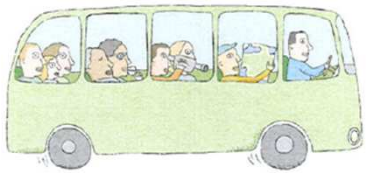
MOBILIBRE

- Multimodalité des moyens de transport
- Taxi solidaire et covoiturage
- Rézo-Pouce : Auto-stop organisé
- Plateforme PARTAJ’

Transport à la demande

BASTIDES de LOMAGNE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

TRANSPORT A LA DEMANDE



- Déjà existant sur les communes de Saint Clar, Cologne et Mauvezin

- Objectif : le développer et le maintenir sur le territoire

Plan Alimentaire territorial

- Convention avec la DRAFF

2018 - 2019

- Objectif : faciliter un approvisionnement de proximité en restauration collective
  - Réaliser le diagnostic alimentaire du territoire
  - Mettre en relation producteur et consommateur
  - Cantine pilote : Mauvezin

- Partenaire : DDSCPP / DEAR 32

Merci de votre attention

Contact : contact@ccbl32.fr ou energie@paysportesdegascogne.com

Enjeux économiques

PLAN CLIMAT
CONTINUONS LA TRANSITION
PAYS PORTES DE GASCOGNE

2030

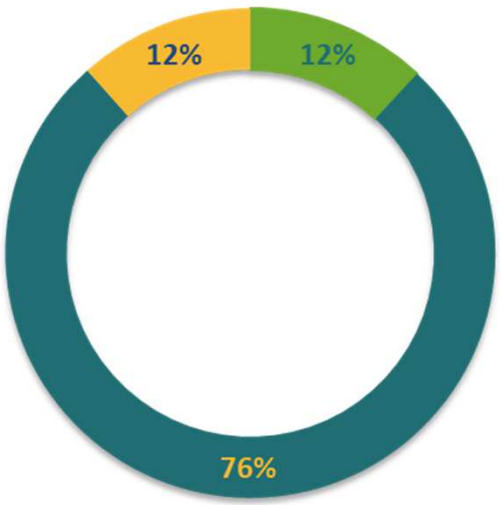
319 ETP

Emplois locaux

415 ETP

Emplois France entière

Répartitions des emplois locaux crées en 2030



- EnR
- Renovation bâtiment et réseau de chaleur
- Transport

TETE
TRANSITION ÉCOLOGIQUE TERRITOIRES EMPLOIS

réseau action climat france

ADEME

2001 — **Loi conférant à la lutte contre le changement climatique le caractère de priorité nationale.**

2004 2005 — **Lancement du premier Plan Climat National en 2004.**
Programme fixant les orientations de la politique énergétique (loi POPE). La France s'engage à diviser par 4 ses émissions de GES entre 1990 et 2050.

Facteur 4

2008 : *Paquet énergie-climat européen : objectif des « 3x20 » d'ici 2020*

2009 2010 — **Lois Grenelle portant engagement national pour l'environnement.**
Plan Climat obligatoire pour les collectivités de plus de 50 000 habitants.

3*20

2014 : *Révision du paquet énergie-climat européen à horizon 2030*

2015 — **Loi sur la transition énergétique pour la croissance verte.**
Modernisation des plans climat énergie territoriaux existants (PCET) par la mise en place du Plan climat air énergie territorial (PCAET).
Objectifs énergie et GES à 2030

-40% GES
32% EnR

L'enjeu : répondre à l'objectif national de limitation du dérèglement climatique : Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV), des objectifs intermédiaires pour 2030 :